



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA REGION ILE-DE-FRANCE,
PRÉFET DE PARIS

Direction régionale et interdépartementale
de l'Environnement, de l'Aménagement
et des Transports d'Ile de France

Unité départementale de Paris

Service patrimoine, paysage et droit des sols
Pôle droit des sols
5 rue Leblanc 75911 Paris cedex 15

AP-HP Centre Université Paris Cité
Madame Antoinette CESARI
54 rue Pascal
75013 Paris

La présente décision est exécutoire à compter de sa notification.

PC 075 113 23 P0011

54 au 62 RUE PASCAL - 111 RUE LEON MAURICE NORDMANN - 1 au 11 RUE DE JULIENNE
1 au 7 RUE CORVISART - 43B BOULEVARD ARAGO - 75013 PARIS

ARRÊTÉ

pris au nom de l'État par

**LE PRÉFET DE LA RÉGION ILE-DE-FRANCE, PRÉFET DE PARIS,
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

Vu le code de l'Urbanisme ;

Vu la demande de permis de construire, référencée ci-dessus, déposée le 14/03/2023, par l'AP-HP Centre Université Paris Cité, représentée par Madame Antoinette CESARI, pour la construction d'un auvent ; ensemble, les compléments déposés le 03/04/2023 ;

Vu les avis de services émis par :

- [001] UDAP (Architecte des Bâtiments de France) [001] en date des 30/03/2023 et 17/04/2023
- Inspection générale des carrières en date du 31/03/2023
- [006] Préfecture de Police (BPCA) [006] en date du 03/05/2023
- Maire de Paris *P03* DU SPCPR Circ. SUD en date des 14/04/2023 et 05/05/2023

ARRETE,

ARTICLE 1 :

Le permis de construire, référencé ci-dessus, est accordé.

Le bénéficiaire du permis respectera les prescriptions émises par le préfet de police dans son avis ci-joint.

Il procédera aux mesures d'affichage sur le terrain précisées en annexe.

Fait à Paris le

23 MAI 2023

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional et interdépartemental adjoint de
l'environnement, de l'aménagement
et des transports de la région Ile-de-France,
directeur de l'unité départementale de Paris

Jean-Pascal BIARD

PC 075 113 23 P0011

54 au 62 RUE PASCAL - 111 RUE LEON MAURICE NORDMANN - 1 au 11 RUE DE JULIENNE
1 au 7 RUE CORVISART - 43B BOULEVARD ARAGO - 75013 PARIS

Pièce jointe

- Avis du Préfet de Police en date du 03/05/2023

INFORMATIONS D'ORDRE GENERAL (articles A.424-8 et A.424-9 du Code de l'Urbanisme)

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Paris dans un délai de deux mois à partir de sa notification.

Pour information, il est précisé que ce recours peut être précédé d'un recours gracieux adressé à la Préfecture de Paris.

Conformément à l'article R. 424-17 du code de l'urbanisme, le permis est périmé si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au bénéficiaire. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours contre le permis le délai de validité est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Le bénéficiaire du permis peut commencer les travaux après avoir :

- adressé à la Mairie, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA no 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du Gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du Gouvernement ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

Attention : le permis n'est définitif qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le bénéficiaire du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours ;
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

Le permis est délivré sous réserve du droit des tiers : il vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Il ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si le permis respecte les règles d'urbanisme.

Le bénéficiaire du permis a l'obligation de souscrire l'assurance de dommages prévue par l'article L. 242-1 du code des assurances.

Travaux sur construction existante

DECI (défense extérieure contre l'incendie) :

Toute demande relevant de la gestion des points d'eau incendie est à adresser à la Direction de la Propreté et de l'Eau - STEA - Section de l'Assainissement de Paris - Division coordination de l'exploitation - 27 rue du Commandeur 75014 PARIS - mèl : DPE-STE-DECI@paris.fr - téléphone : 01 53 68 24 70 - fax : 01 53 68 24 99.

Amiante :

Il est rappelé l'obligation, avant tous travaux, de procéder dans les locaux concernés par la présente autorisation à la recherche de matériaux contenant de l'amiante, et de prendre, le cas échéant, toute mesure afin que les travaux envisagés ne constituent pas un danger pour les personnes pouvant être directement ou indirectement exposées à cette matière. Tous renseignements relatifs aux risques liés à une exposition à l'amiante peuvent être obtenus auprès de la Direction du Logement et de l'Habitat de la Ville de Paris - Sous-Direction de l'Habitat - Service Technique de l'Habitat - 103, avenue de France 75013 PARIS - Téléphone : 01 42 76 72 80.

Plomb :

L'ensemble du territoire parisien a été classé par arrêté préfectoral du 24 octobre 2000 zone à risque d'exposition au plomb, en ce qui concerne les revêtements des bâtiments affectés en tout ou partie à l'habitation, construits avant le 1^{er} janvier 1948. Le constructeur est tenu de prendre en compte les risques liés à la présence éventuelle de plomb pouvant résulter des travaux, objets de la présente autorisation, pour les occupants et les personnes appelées à les effectuer. Tous renseignements peuvent être obtenus sur le site du ministère de la transition écologique et solidaire - Politiques publiques - Bâtiments et règles de construction - Politique de prévention de l'habitat - Risques liés au plomb et autres risques sanitaires ou auprès de l'Agence Régionale de la Santé d'Ile-de-France (ARS) Millénaire 2 - 35, rue de la gare 75935 PARIS CEDEX 19.

Termites :

L'ensemble du territoire parisien a été classé par arrêté préfectoral du 21 mars 2003 zone de surveillance et de lutte contre les termites et autres insectes xylophages. Le constructeur doit faire procéder à l'incinération, sur place, des bois et des matériaux de démolition contaminés, ou en cas d'impossibilité, à leur traitement, avant tout transport, et d'en faire la déclaration à la mairie de l'arrondissement du lieu de situation de l'immeuble (Bureau des Affaires Générales). Tous renseignements peuvent être obtenus auprès de la Direction du Logement et de l'Habitat - Sous-Direction de l'Habitat - Service Technique de l'Habitat - 103, avenue de France 75013 Paris Téléphone : 01 42 76 89 43 - 01 42 76 72 21 - 01 42 76 72 32 ou sur paris.fr - Services et infos pratiques - Logement - Prévention pour le logement - Lutte contre l'habitat indigne - Lutte contre les termites.

Plaques de rues :

Les plaques portant les noms des voies (impasse, rues, avenues, boulevards...) doivent être visibles depuis l'espace public y compris pendant la durée des travaux. Toute plaque déposée à l'occasion de travaux devra être remise à son emplacement initial. De même toute plaque dégradée du fait des travaux devra être remise en état.

Aff. Suivie par : M. Abderahime BOUBETRA

SOUS-DIRECTION DE LA SECURITE DU PUBLIC
Bureau des Permis de Construire et Ateliers
1 bis, rue de Lutèce - 75 195 PARIS CEDEX 04
Tél : 01 49 96 36 79
Mél : pp-dtpp-sdsp-bpca-pcqualite@interieur.gouv.fr
ERP 2^{ème} catégorie de type U
avec activités annexes de types N, R, L, et PS

Paris, le **-3 MAI 2023**

Objet : Demande de permis de construire n° 075 113 23 P0011 concernant la construction d'un auvent sis 1 - 7 rue Corvisart, 1 - 11 rue de Julienne, 111 rue Léon Maurice Nordmann, 43 B boulevard Arago, 54 - 62 rue Pascal à Paris 1^{er}.

Réf. : Vos saisine DRIA/UD75/SPPBS/PDS/PC 075 113 23 P0011 des 20 mars et 5 avril 2023.

P.A. : 1 annexe.

En réponse à vos saisines visées en référence, je vous informe que la Délégation Permanente de la Commission de Sécurité a émis un *avis favorable* à la réalisation de ce projet, sous réserve de l'observation des mesures contenues dans l'avis ci-joint.

P. LE PREFET DE POLICE
et par délégation

Le sous directeur de la sécurité du public


Denis BRUEL

Monsieur le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement,
de l'Aménagement et des Transports d'Ile de France
Unité Départementale de Paris
Service patrimoine paysage et droits des sols
Pôle droits des sols
5, rue Leblanc
75195 PARIS CEDEX 15

Aff. Suivie par : M. Abderahime BOUBETRA

SOUS-DIRECTION DE LA SECURITE DU PUBLIC
Bureau des Permis de Construire et Ateliers
1 bis, rue de Lutèce - 75 195 PARIS CEDEX 04
Tél : 01 49 96 36 79
Mél : pp-dtpp-sdsp-bpca-pcqualite@interieur.gouv.fr
ERP 2^{ème} catégorie de type U
avec activités annexes de types N, R, L, et PS

Paris, le **-3 MAI 2023**

**AVIS DE LA DELEGATION PERMANENTE
DE LA COMMISSION DE SECURITE DE LA PREFECTURE DE POLICE**

Objet : Demande de permis de construire n° 075 113 23 P0011 concernant la construction d'un auvent sis 1 - 7 rue Corvisart, 1 - 11 rue de Julienne, 111 rue Léon Maurice Nordmann, 43 B boulevard Arago, 54 - 62 rue Pascal à Paris 1^{er}.

Après examen du dossier de permis de construire mentionné en objet, la délégation permanente de la commission de sécurité de la préfecture de police émet un *avis favorable* à la réalisation du projet sous réserve de l'exécution des prescriptions suivantes :

1. Réaliser les travaux relatifs au projet de construction d'un auvent dans la cour logistique de l'Hôpital Broca susceptible de recevoir un effectif total de 947 personnes et classé Etablissement recevant du public (ERP) de 2^{ème} catégorie de type U avec activités de types N, R, L et PS sis 1 - 7 rue Corvisart, 1 - 11 rue de Julienne, 111 rue Léon Maurice Nordmann, 43 B boulevard Arago, 54 - 62 rue Pascal à Paris 1^{er}, conformément :
 - à la demande de permis de construire n° 075 113 23 P0011 déposée le 14 mars 2023, transmise le 20 mars et complétée le 5 avril 2023 ;
 - aux plans et dossiers transmis ;
 - aux dispositions réglementaires :
 - ✓ du Code de la construction et de l'habitation ;
 - ✓ du Code du travail (Livre II - Titre I - Chapitre I à VII et Titre II - Chapitres I et IV), et notamment aux articles :
 - R.4211-1 à 2 (construction neuve, modification ou extension) ;
 - R.4214-1 à 25 (sécurité des lieux de travail) ;
 - R.4215-1 à 3 (installations électriques) ;
 - R.4216-1 à 34 (incendie et évacuation) ;
 - ✓ de l'arrêté du 5 août 1992 modifié le 22 septembre 1995 applicables pour les bâtiments dont le plancher bas du dernier niveau est situé à plus de 8 m du sol accessible aux secours ;
 - ✓ de l'arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP).
2. Réaliser les installations électriques selon les dispositions de la norme NF C 15-211.

Mesures relatives à l'accessibilité aux personnes en situation de handicap :

3. Se conformer aux dispositions de l'arrêté du 8 décembre 2014 modifié relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situé dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public.
4. Transmettre à la Direction de l'Urbanisme – SDPCPR - 6, promenade Claude Lévi-Strauss CS 51388 - 75639 Paris cedex 13, et avant l'ouverture au public de l'établissement recevant du public, l'attestation d'accessibilité constatant la prise en compte des règles d'accessibilité aux personnes en situation de handicap, attestation établie soit par un architecte autre que celui de la conception, soit par un organisme agréé en application de l'arrêté du 22 mars 2007 modifié.

Autres dispositions réglementaires :

5. Se conformer aux dispositions de l'article GIN13 interdisant d'effectuer ou de faire effectuer des travaux dangereux en présence du public ou qui apporteraient une gêne à son évacuation en cas de sinistre.
6. S'assurer du concours, pendant les travaux, d'organismes ou de personnes agréées par le ministre de l'Intérieur pour effectuer les vérifications de sécurité conformément aux dispositions des articles R. 143-34 et R. 143-37 du code de la construction et de l'habitation. Les procès-verbaux, comptes rendus et les rapports de vérifications réglementaires après travaux (RVRAT) seront présentés à la commission de sécurité et annexés au registre de sécurité.
7. Aviser la Direction des Transports et de la Protection du Public - Sous-Direction de la Sécurité du Public - Bureau des Etablissements Recevant du Public - 12/14, quai de Gesvres 75004 Paris de l'achèvement des travaux.